

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR
LES PROJETS D'ANNEXES AUX DÉCISIONS
PROPOSANT LES MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE
FRÉQUENCES DANS LES BANDES 700 MHz ET
3,4 - 3,8 GHz À LA RÉUNION ET LES BANDES
700 MHz ET 900 MHz À MAYOTTE

26 Février 2021

VERSION CONFIDENTIELLE

RELEVANT STRICTEMENT DU SECRET DES AFFAIRES

PRÉAMBULE

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

Orange remercie l'Autorité de lui donner l'opportunité d'exprimer ses positions sur l'ensemble des éléments présentés dans la présente consultation publique relatives aux modalités d'attribution de fréquences pour les réseaux mobiles à la Réunion et à Mayotte, en particulier sur le besoin d'aménagement numérique du territoire.

La 5G constitue « un enjeu stratégique pour l'industrie française, la compétitivité de notre économie, l'innovation et pour des services publics renouvelés ». Les modalités et conditions d'attribution des fréquences de la bande 3420 – 3800 MHz, bande cœur de la 5G, mais également de celles de la bande 700 MHz revêtent donc une importance capitale pour Orange sur les territoires de la Réunion et de Mayotte. En effet, la 5G revêt un enjeu particulier sur ces territoires et particulièrement à la Réunion où le marché, ses offres et ses usages sont tout à fait comparables à ceux de la Métropole.

Orange apporte ci-après dans sa réponse à la consultation publique plusieurs commentaires sur le projet de décision de l'Autorité.

[REDACTED]

[REDACTED]

1. Projet d'annexe à la décision de l'ARCEP proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz à La Réunion pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public

Document I : Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

I.2 Conditions d'utilisation des fréquences

I.2.2 Conditions techniques d'utilisation & I.2.3 Disponibilité et exploitabilité des fréquences

a) réglementation en vigueur

En ce qui concerne la bande 3,4-3,8 GHz, la décision 2019/235/UE du 24 janvier 2019 de la Commission européenne, modifiant la décision 2008/411/CE en ce qui concerne les conditions techniques applicables à la bande de fréquences 3400-3800 MHz, a fixé pour les antennes actives une limite de puissance totale rayonnée de -52 dBm/MHz par cellule dans les pays de l'Union relevant de l'option A (cas de la France) pour la protection du fonctionnement des radars militaires au-dessous de 3400 MHz.

Orange confirme qu'au vu de l'état de l'art actuel des développements technologiques et industriels, cette limite de puissance rend difficile l'usage d'antennes actives dans le bloc de fréquences de 20 MHz situé entre 3400 et 3420 MHz.

Dans ces conditions, **Orange souscrit à la proposition de l'ARCEP de ne pas attribuer les fréquences de la bande 3400-3420 MHz lors de la procédure objet de la présente consultation à La Réunion**, et de n'attribuer que la bande 3420 – 3800 MHz.

En outre, la décision européenne susmentionnée précise également qu'« *une zone de coordination de 12 km autour des radars terrestres fixes, fondée sur une limite de PTR AAS de – 52 dBm/MHz par cellule, peut être exigée. Cette coordination relève de la responsabilité de l'État membre concerné. D'autres mesures d'atténuation, comme la séparation géographique, la coordination au cas par cas ou l'ajout d'une bande de garde, peuvent s'avérer nécessaires.* ».

L'ampleur de la contrainte sur le territoire de La Réunion pourrait donc dépendre du nombre et de la localisation des sites fixes à protéger, et, le cas échéant, des conditions de protection des radars mobiles ponctuels. Or, Orange ne dispose pas de ces informations.

Aussi, Orange s'interroge sur les perspectives d'adoption, sur le territoire de La Réunion, de mesures contraignantes supplémentaires (zones de coordination par exemple), qui seraient exigées en plus de la mise en œuvre de la bande de garde de 20 MHz et de la limite de PTR AAS de – 52 dBm/MHz par cellule pour la protection des usages du Ministère de la Défense en-dessous de 3400 MHz.

Orange estime qu'il est impératif de pouvoir clarifier ce point avant le lancement de la procédure d'attribution des fréquences. Il serait en effet inacceptable qu'à l'instar de ce qui a pu se passer tout récemment en métropole au sujet des radioaltimètres, les futurs titulaires de fréquences en bande 3420-3800 MHz à La Réunion découvrent au dernier moment de nouvelles contraintes à l'occasion du dépôt de leurs premières demandes d'autorisation COMSIS auprès de l'Agence nationale des fréquences (ANFR).

b) Sur les stations terriennes du SFS dans la bande 3,8-4,2 GHz :

Deux stations à la Réunion sont à protéger, et Orange comprend que les critères de protection exigés sont identiques à ceux applicables en métropole. Toutefois, Orange estime que les informations fournies par l'ARCEP devraient être complétées. En effet, les travaux menés au sein du Comité de concertation de compatibilité électromagnétique (CCE) de l'ANFR n'ont pas considéré les stations terriennes déployées dans les territoires ultramarins, notamment ceux situés dans l'hémisphère Sud. Dès lors, Orange s'interroge sur la validité de certaines hypothèses comme l'enveloppe des niveaux de champs pour la protection générique des deux stations terriennes présentes sur le territoire de La Réunion.

Orange considère également qu'il est impératif que l'ARCEP ou l'ANFR fournisse les résultats des simulations de protection pour ces deux stations terriennes, afin d'identifier l'ampleur des zones de contraintes et l'impact sur la disponibilité effective des fréquences de la bande 3420-3800 MHz à La Réunion.

c) Pour la coexistence avec les altimètres dans la bande 4,2-4,4 GHz :

Les contraintes de protection ont été publiées sur le site web de l'ANFR :

<https://www.anfr.fr/gestion-des-frequences-sites/bande-3490-3800-mhz/>

Il est précisé que, dans l'attente d'études complémentaires, des mesures immédiates de précaution sont appliquées :

- Interdiction pour les opérateurs 5G d'orienter leurs faisceaux vers le haut ;
- Obligation pour les opérateurs 5G de prendre des mesures pour éviter des configurations où apparaissent des « lobes de réseaux » dans les antennes actives, qui ont la particularité de « faire fuir » vers le haut une partie importante de la puissance de l'antenne ;
- « Zones de sécurité et de précaution » autour des aéroports de l'aviation civile, du ministère des Armées et du ministère de l'Intérieur, dont le contour est défini dans une [note technique](#).

Orange rappelle qu'il estime que ces restrictions techniques et opérationnelles sévères, inédites en Europe et dans le monde, ne sont pas justifiées et apparaissent totalement disproportionnées. Cette situation est d'autant plus incompréhensible que l'Agence européenne de la sécurité aérienne a estimé, le 22 décembre 2020, qu'il n'y avait en l'état aucune justification à la mise en œuvre immédiate de mesures de protection contraignant la 5G en Europe.

Le cas échéant, dans l'hypothèse du maintien de ces restrictions et de leur mise en œuvre sur le territoire de La Réunion, Orange estime que, compte tenu de son relief, l'interdiction pour les opérateurs 5G

d'orienter leurs faisceaux vers le haut pourra s'avérer très pénalisante pour la couverture. De plus, le territoire de la Réunion ayant une surface relativement réduite, aéroports et héliports sont à proximité de zones de vie importantes. Afin d'identifier les zones dans lesquelles les fréquences de la bande 3420-3800 MHz pourraient s'avérer indisponibles, les administrations (ARCEP et ANFR) se devront de préciser rapidement la liste des zones de sécurité à considérer, et celles-ci mentionnées dans le cahier des charges de l'appel à candidatures.

d) Coordination aux frontières des territoires voisins, notamment Maurice :

Au regard des informations disponibles sur le site web de l'ANFR, Orange comprend qu'à date, il n'y a pas d'accord aux frontières applicable ni en bande 700 MHz, ni en bande 3,4-3,8 GHz.

Pour ce qui concerne la bande 700 MHz, la mise en œuvre de l'accord bilatéral 470-694 MHz F-MAU en date du 25 octobre 2017 devrait avoir conduit l'administration mauricienne à réaménager ses émetteurs de radiodiffusion en-dessous de 694 MHz depuis le 30 juin 2019. Orange considère que l'ARCEP doit s'assurer de la complétude de ces réaménagements, nécessaires pour garantir la disponibilité effective du spectre 700 MHz sur le territoire de La Réunion.

Pour ce qui concerne la bande 3,4-3,8 GHz, Orange s'interroge sur la présence de stations terriennes qu'il conviendrait de protéger sur Maurice. Cette information nous paraît d'autant plus utile que s'applique, dans la sous-bande 3,6-3,8 GHz, un principe général de non-brouillage des stations du service fixe par satellite des territoires voisins, qui ont un statut primaire dans la bande 3,6 - 3,8 GHz alors que les services mobiles ont un statut secondaire en Région 1.

I.2.8 Possible usage secondaire des fréquences

Orange réaffirme son désaccord sur ce choix réglementaire inédit et dangereux d'introduire des usages secondaires du spectre pouvant conduire les opérateurs attributaires à partager le spectre dans la bande 700 MHz et dans la bande 3,4 - 3,8 GHz avec des tiers dans des conditions non définies.

Une telle disposition pourrait le cas échéant :

- Faire courir des risques de **dégradation de la qualité de service** des réseaux (facteur clé pour des acteurs privés ou gouvernementaux dans leur choix d'utiliser les réseaux des opérateurs), de brouillages de la bande qu'il sera impossible de contrôler et difficile de faire cesser dès lors que cela impactera des clients ;
- Conduire à une rupture potentielle d'égalité entre les charges publiques ; les conditions d'accès au spectre différeront entre les opérateurs lauréats de la procédure et des acteurs tiers non identifiés à date, pouvant utiliser le spectre 700 MHz et le spectre 3,4 - 3,8 GHz en usages secondaires ;
- Soumettre les attributaires à un important risque concurrentiel non quantifiable à ce stade ;
- Faire peser sur les attributaires un risque élevé de destruction de la valeur de la bande, et donc de leurs investissements.

Orange estime que ce projet de l'ARCEP d'ouverture à des usages secondaires est particulièrement inadapté aux territoires de La Réunion et de Mayotte, compte tenu de leur taille, de leur relief et de la répartition de leur population. Dans les fréquences de la bande 700 MHz, qui bénéficient de conditions de propagation favorables, les risques de brouillages préjudiciables pourraient être multiples et concerner de larges zones. C'est pourquoi Orange considère que, de manière générale, les bandes basses ne devraient en aucun cas être envisagées pour une ouverture à des usages secondaires.

Il convient enfin de souligner le caractère inédit d'une telle mesure dans les bandes de fréquences mobiles, jamais mise en œuvre jusqu'à présent tant en France que dans les autres pays européens, à l'exception du Royaume-Uni où cette introduction d'usages secondaires s'est faite, de manière fortement limitée et encadrée, après une longue phase d'étude et une consultation publique de près d'un an.

I.4 Obligations et engagements relatifs à l'aménagement numérique du territoire

I.4.1 Obligations et engagements applicables aux lauréats obtenant des fréquences dans la bande 700 MHz

a) Obligation de couverture de zones pré-identifiées

i Obligation de fourniture de services et délais de mise en œuvre

Orange souhaite tout d'abord rappeler que son réseau 4G couvre actuellement plus de 99% de la population à La Réunion et à Mayotte comme l'a confirmé l'Autorité dans sa publication de novembre 2020, et où elle rappelle qu'Orange propose la meilleure couverture à la Réunion comme à Mayotte. Ces résultats sont le fruit d'importants investissements réalisés à La Réunion et à Mayotte en 2018, 2019 et 2020, pour augmenter la couverture réseau et améliorer de manière très significative la qualité de service fournie à nos clients.

[REDACTED]

Numéro de zone	Nom de la zone	Longitude ²⁷	Latitude ²⁸
La Réunion			
1	Le Tapage	338152.9933	7650862.279
		338670.4051	7650817.287
		338395.219	7651438.493
2	Entre-Deux - Chemin Bois de Fer	342014.0564	7650135.674
3	Cirque de Cilaos	337635.5814	7660063.212
		341475.3567	7658485.625
		341302.4568	7661682.936
4	Cirque de Salazie	345329.2709	7673527.169
		346611.5525	7670647.659
		341103.1295	7672802.501
5	Les Makes	336128.3381	7654506.659
		334887.8873	7653865.321
6	Petit-Serré	339703.6705	7653355.414
7	Saint-Louis - La Rivière	338147.3654	7648332.818
		336941.0784	7647779.248
		338122.5787	7647473.545

Tableau 1 : zones pré-identifiées (cf. parie V.1 du projet de décision)

iii Obligations de partage de réseaux

L'Autorité précise ici qu'en cas de construction de nouveau site pour permettre la couverture de ces zones pré-identifiées (cf. tableau 1), l'opérateur devra partager les infrastructures physiques, l'alimentation en énergie mais également le lien de transmission utilisé pour raccorder ces installations.

Orange est favorable au partage d'infrastructures physiques, mais reste réservé sur la faisabilité du partage de l'alimentation en énergie et du lien de transmission pour ces zones identifiées. En effet, certaines topographies spécifiques de nos territoires imposant des conditions exceptionnelles ne permettent pas ce type de partage : nécessité de raccordement de type Faisceau Hertzien, pas d'alimentation en énergie accessible, etc...

Le cas particulier de la zone du Volcan illustre parfaitement ces difficultés.

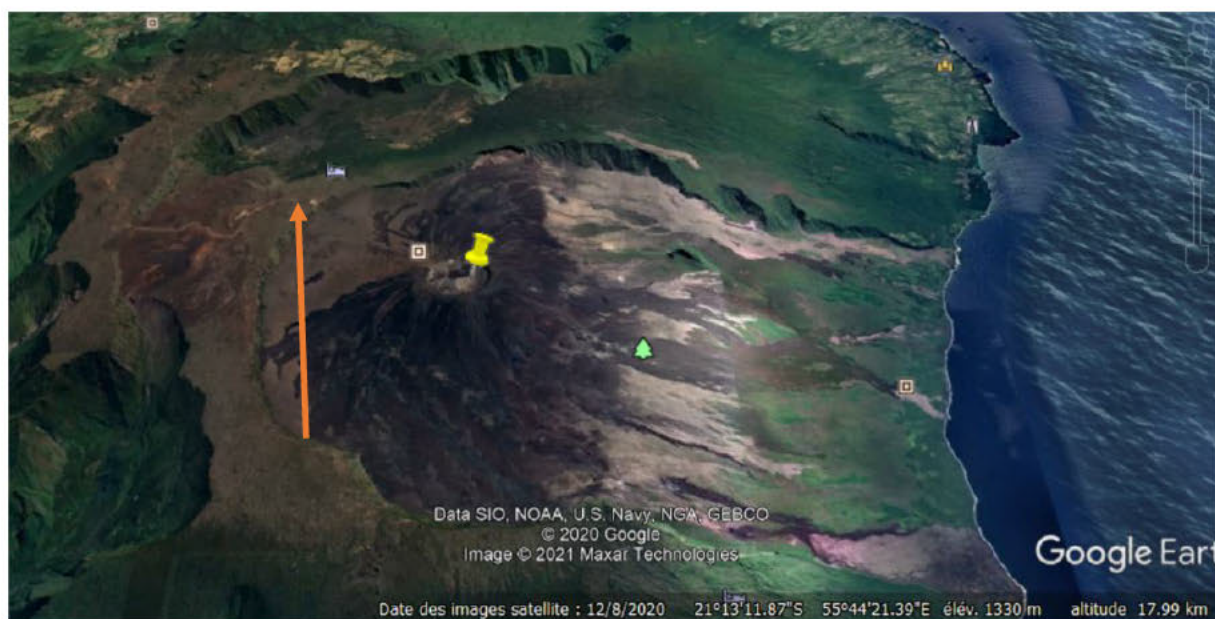
[REDACTED]

b) Obligation de déploiement sur des emplacements mis à disposition

Numéro de zone	Nom de la zone	Longitude ²⁹	Latitude ³⁰
La Réunion			
1	Cirque de Mafate - Ilet de Marla	337004.7361	7665668.26
2	Volcan	366800.9181	7650308.505

Tableau 2 : Zones identifiées en vue d'emplacements mis à disposition (cf. partie V.2 du projet de décision)

Par ailleurs, nous souhaitons porter de nouveau à l'attention de l'Autorité qu'un des points présente une incohérence manifeste. En effet la zone n°2 concernée par l'obligation décrite en partie I.4.2.b), zone désignant le Volcan, se trouve précisément au cœur du cratère dans une zone strictement interdite au public (comme le montre l'épingle jaune sur l'image ci-dessous). Cette zone est également régulièrement soumise à des coulées de lave.



Aussi, Orange propose de remplacer ce point par le lieu-dit du « Pas de Bellecombe » qui correspond à la zone d'observation du cratère et dont la couverture réseau représentera un intérêt au regard de sa fréquentation touristique. Les coordonnées de ce point indiqué par la flèche orange sur l'image ci-dessus sont les suivantes : 21°13'27.80''S 55°41'09.61''E.

d) Engagement relatif à la fourniture d'un service d'accès fixe à internet

Les commentaires exprimés ici ne présagent en rien de la volonté ou non d'Orange de souscrire à l'engagement proposé.

[REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

e) Engagement lié à la transparence concernant les déploiements prévisionnels

Les commentaires exprimés ici ne présagent en rien de la volonté ou non d'Orange de souscrire à l'engagement proposé.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

f) Engagement lié à la transparence concernant les pannes de réseau

Les commentaires exprimés ici ne présagent en rien de la volonté ou non d'Orange de souscrire à l'engagement proposé.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

I.7 Bilans

I.7.2 Bilan de la mise en œuvre et des besoins

[illegible]

I.8 Contrôle des obligations et réalisation des enquêtes

1.8.3 Mesure de la qualité de service

L'Autorité rappelle dans ce paragraphe que les mesures qui sont réalisées de façon périodique sur nos territoires sont conformes à une méthodologie définie par ses soins.

Document II : Modalités des procédures d'attribution des fréquences

II.1 Déroulement des procédures d'attribution

Enchère principale à La Réunion pour l'attribution de la bande 700 MHz

L'ARCEP propose une attribution du spectre par bloc de 5 MHz duplex (soit 6 blocs), suivant un modèle hybride composé de deux étapes :

- 1) Etape 1 : le candidat peut, s'il le souhaite, souscrire aux engagements proposés par l'ARCEP. En contrepartie, il obtient 1 bloc de 5 MHz au prix de réserve.
- 2) Etape 2 : les blocs de fréquences restants suite à l'étape 1 sont attribués via une enchère combinatoire en 1 tour au second prix.

Ce mécanisme hybride conduit potentiellement à attribuer les deux tiers du spectre en contrepartie d'engagements optionnels.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Enchère principale à la Réunion pour l'attribution de la bande 3420-3800 MHz

L'ARCEP propose une attribution du spectre par bloc de 20 MHz (19 blocs) avec une quantité minimale de 40 MHz et un plafond de 100 MHz, via une enchère financière combinatoire en 1 tour au second prix.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Enchère de positionnement en bande 3,4-3,8 GHz

¹ SDA : Bonnes pratiques des enchères, position de Politique Publique de la GSMA, mai 2019, §9 « *des tailles de lots mal choisies ou des paquets de lots de fréquences inflexibles font courir le risque de résultats inefficaces* »

Calendrier de la procédure

II.4 Phase d'enchère principale

II.4.1 Plafonnement des demandes (« spectrum caps »)

a) Dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz

Orange est favorable au plafonnement proposé par l'Autorité pour chacune des bandes concernées par la procédure.

b) En bandes basses

Orange souhaite tout d'abord rappeler la répartition actuelle des fréquences basses à la Réunion.



Cette répartition actuelle permet de dresser le bilan suivant pour l'ensemble des bandes basses par opérateur :

	800 MHz	900 MHz	Total bandes basses
Free	10	9,8	19,8
Orange	10	12,4	22,4
SRR	10	12,4	22,4
Zeop	0	0	0

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Document III Dossier de candidature

III.7 Description du projet

III.7.3 Aspects financiers

Le point 26 prévoit la fourniture du plan de financement prévisionnel et des justificatifs de la totalité des financements prévus. Il est également indiqué que « *le candidat doit notamment préciser s'il s'agit d'autofinancements ou de financements externes. Chaque financement doit être décrit précisément et justifié, selon la source, par des lettres d'engagement signées par les personnes habilitées à le faire. Ces lettres doivent chiffrer les montants minimaux que les organismes concernés s'engagent à apporter si le dossier du candidat est retenu.* »

[REDACTED]

[REDACTED]

Document IV : Liste des autorisations d'utilisation de fréquences existantes dans la bande 3420 - 4200 MHz

IV.2 Autorisations d'utilisation de fréquences existantes dans la bande 3,8 - 4,2 GHz

Dans le tableau 11, l'Autorité rappelle la liste des autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 3,8 – 4,2 GHz en vigueur actuellement :

Décision Arcep ou affectataire	Lieu	3800 - 3840 MHz	3840 - 3880 MHz	3880 - 3920 MHz	3920 - 3960 MHz	3960 - 4000 MHz	4000 - 4040 MHz	4040 - 4080 MHz	4080 - 4120 MHz	4120 - 4160 MHz	4160 - 4200 MHz
Affectataire (Météo France)	S DENIS EUMET		x								
Affectataire (DGAC)	Aéroport St Denis Roland Garros				x						

Tableau 11 : Liste des stations du service fixe par satellite autorisées dans la bande 3800 - 4200 MHz à La Réunion

3- Projet d'annexe à la décision de l'ARCEP proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 700 MHz et 900 MHz à Mayotte pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public

Document I : Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

I.1 Fréquences concernées

Orange s'interroge sur l'utilisation, par les territoires voisins (L'Union des Comores, Madagascar voire Mozambique) de la bande 700 MHz pour des usages de radiodiffusion avec des émetteurs de fortes puissances. Orange rappelle en effet que la propagation maritime est particulièrement favorable et que des usages de radiodiffusion pourraient compromettre la disponibilité effective des fréquences 700 MHz pour des usages mobiles sur le territoire de Mayotte. Pour rappel, en métropole, avant son réaménagement, la TNT espagnole pouvait brouiller les blocs 700 MHz des opérateurs mobiles jusqu'à Bordeaux voire au-delà (brouillages sur l'uplink).

Par conséquent, Orange considère que l'ARCEP doit s'assurer qu'aucun brouillage préjudiciable de la bande 700 MHz n'affectera les futurs attributaires avant son attribution.

Enfin, s'agissant de la bande 900 MHz, quelle que soit l'issue de la phase d'attribution des fréquences prévue par l'ARCEP, Orange rappelle souhaiter le regroupement des fréquences dont il est titulaire en un bloc cohérent de 10 MHz contigus, en vue de favoriser une gestion plus efficace du spectre et permettre l'introduction, à terme, de technologies s'appuyant sur des canalisations plus larges que celles de la 2G.

I.2 Conditions d'utilisation des fréquences

I.2.2 Conditions techniques d'utilisation

d) Coordination aux frontières

Au regard des informations disponibles sur le site web de l'ANFR, Orange comprend qu'à date, il n'y a pas d'accord aux frontières applicable à Mayotte ni en bande 700 MHz, ni en bande 900 MHz.

Pour la bande 700 MHz, voir notre réponse au paragraphe I.1 ci-dessus.

I.2.8 Possible usage secondaire des fréquences

Voir les commentaires exposés au paragraphe I.2.8 du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

I.4 Obligations et engagements relatifs à l'aménagement numérique du territoire

I.4.1 obligations et engagements applicables aux lauréats obtenant des fréquences dans la bande 700 MHz

a) Obligation de couverture de zones pré-identifiées

iii Obligations de partage de réseaux

Voir les commentaires du paragraphe I.4.1 a) iii du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

d) Engagement relatif à la fourniture d'un service d'accès fixe à internet

Voir les commentaires du paragraphe I.4.1 d) du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

e) Engagement lié à la transparence concernant les déploiements prévisionnels

Voir les commentaires du paragraphe I.4.1 e) du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

f) Engagement lié à la transparence concernant les pannes de réseau

Voir les commentaires du paragraphe I.4.1 f) du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

I.5 Obligation et engagement relatifs au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité

I.5.2 Obligation de support d'IPv 6 applicable à tous les lauréats quelle que soit la bande attribuée

Voir les commentaires du paragraphe I.5.2 du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

I.7 Bilans

I.7.2 Bilan de la mise en œuvre et des besoins

Voir les commentaires du paragraphe I.7.2 du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

I.8 Contrôle des obligations et réalisation des enquêtes

I.8.3 Mesure de la qualité de service

Voir les commentaires du paragraphe I.8.3 du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

Document II : Modalités des procédures d'attribution des fréquences

II.1 Déroulement des procédures d'attribution

Voir les commentaires du paragraphe II.1 du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.

Document III Dossier de candidature

III.6 Description du projet

III.6.3 Aspects financiers

Voir les commentaires du paragraphe III.7.3 du projet d'annexe relatif à l'attribution des fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz à la Réunion.